

Unité interdépartementale des deux Savoie

Chambéry, le 05/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2022

Contexte et constats



Publié sur

S A R ENVIRONNEMENT

chemin du Vernay
Z.I.

73460 STE HELENE SUR ISERE

Références : 20220310-RAP-SAR-SteHélèneSurlisère-InspectionCoupDePoingIncendie-vs

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2022 dans l'établissement S A R ENVIRONNEMENT implanté chemin du Vernay Z.I. 73460 STE HELENE SUR ISERE . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle s'inscrit dans le cadre de l'opération coup de poing organisée, durant le mois de mars au niveau régional, sur la thématique défense incendie sur les sites industriels soumis au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- S.A.R. ENVIRONNEMENT
- chemin du Vernay Z.I. 73460 STE HELENE SUR ISERE
- Code AIOT dans GUN : 0010700634
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La Société Albervilloise de Récupération (SAR) est régulièrement autorisée par un arrêté préfectoral du 1er décembre 2006 et un arrêté complémentaire du 26 novembre 2013 à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux ainsi qu'un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux au sein de son établissement situé sur la commune de Sainte Hélène sur Isère.

Le site qui occupe une surface totale d'environ 1 ha, dispose d'une surface couverte de 3 500 m². Il est exploité quotidiennement par 9 personnes.

Précisons que l'activité du site est principalement centrée sur l'activité liée aux déchets de métaux ferreux et non ferreux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques accidentels, matières stockées
- Accessibilité des services de secours
- Moyens de lutte contre l'incendie
- Rétention des eaux d'extinction incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 01/12/2006 modifié, article 2, §4.5.4	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Risques accidentels, matières stockées	Arrêté préfectoral du 1/12/06 modifié, annexe 1 et tableau à l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 26/11/13	Sans objet
Accessibilité des services de secours	Arrêté préfectoral modifié du 1/12/06, article 6-1-3	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 01/12/06 modifié, article 6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, le site exploité par la SAR nous est apparu dans un bon état de propreté générale. La surface couverte relativement importante et le sol entièrement enrobé ou bétonné sont des atouts non négligeables pour l'exploitation de telles installations.

L'exploitant nous a par ailleurs informé lors de l'inspection qu'il envisage la cessation des activités sur ce site d'ici le mois de mai 2022. Nous lui demandons de transmettre, sous un délai d'1 mois, une déclaration de cessation des activités du site, conformément à l'article R 512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle n° 1 : Volumes d'activité autorisés

Référence réglementaire : AP du 1/12/06 modifié, annexe 1 et tableau à l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 26/11/13
Thème(s) : Risques accidentels, matières stockées
Prescription contrôlée : Rubriques le nomenclature des installations et capacités maximales autorisées sur le site : 1/- Rubrique 2791-1 : traitement des déchets non dangereux : Cisaille à métaux : 50 t/jour Rubrique 2713 : tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux sur une surface de 2300 m ² 2/- Rubrique 2718 -1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux : . Batteries : 10 t . emballage souillés... : 9 t . liquide refroidissement : 0,6t . huiles usagées : 4 tonnes . ferrailles peintes au plomb : 15 t . câbles contenant des substances dangereuses : 2 t plus : . terres.gravats souillées : 4 t . DEEE : 1 T

<p>3/ Rubrique 2714-2 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, bois :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Papiers/cartons : 90 M³ . plastiques : 90 M³ . bois : 120 M³ <p>4/ Rubrique 2515-1- : broyage, concassage de mélanges de cailloux et pierres.... : 75 kW</p>
<p>Constats : Les capacités et volumes d'activités étaient les suivants le jour de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rubrique 2791-1 : présence de la cisaille à métaux autorisée - Rubrique 2713-1 : surface d'environ 2000 m² - Rubrique 2718-1 : <ul style="list-style-type: none"> . Batteries : 2 tonnes . emballages souillés : 300 kg . liquides de refroidissement : néant . huiles usagées : 500 litres . ferrailles peintes au plomb : néant . câbles contenant des substances dangereuses : néant - Rubrique 2714-2 : environ 30 m³ de bois - Rubrique 2515 : pas d'installation de broyage sur le site. <p>Au jour de la visite l'exploitant respectait donc les limites fixées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle n° 2 : Accessibilité des services de secours

Référence réglementaire Article 6-1-3 de l'arrêté préfectoral modifié du 1/12/06
Thème(s) : Risques accidentels, accessibilité
<p>Prescription contrôlée : "Accessibilité : l'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours, notamment une des façades de chaque bâtiment est équipée d'ouvrants permettant le passage des sauveteurs équipés. L'installation est desservie, au moins sur une face, par une voie engin ou par une voie échelle si le plancher le plus haut de l'installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie".</p>
<p>Constats : Il a été constaté que l'ensemble des installations du site est accessible par des voies engins de plus de 3 mètres de large, permettant l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle n° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2006 modifié, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de secours
<p>Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté des moyens de secours contre l'incendie qui se composent de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une ressource en eau capable de délivrer 360 m³/h pendant 2 heures. Les conditions

<p>d'aménagement, d'implantation et de disponibilité de cette réserve sont validées par le SDIS,</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs - d'une réserve de sable d'au moins 100 litres, - d'un moyen permettant d'alerter les services de secours, - de plans de locaux, - d'un système d'alarme incendie et télé-alarme en période non travaillée, - d'un système de détection automatique d'incendie (température et fumée).
<p>Constats : L'exploitant dispose des moyens de secours suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le moyen d'alerter les services de secours est le téléphone, - un poteau incendie à moins de 100 mètres du site délivrant 60 m³/h et une plateforme au niveau du lac de Sainte-Hélène-sur-Isère située à environ 300 mètres du site, permettant aux services départemental d'incendie et de secours (SDIS) de pomper directement dans le lac. Ce dispositif a été validé par un avis du SDIS 73 le 2/02/11, dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter. La plateforme permettant d'accéder à cette réserve d'eau était accessible lors de l'inspection. - des extincteurs répartis sur l'ensemble du site qui ont été vérifiés en septembre 2021 par la société EUROFEU, - des bidons contenant des kits anti-pollutions (contenant sceau de sciure absorbante, feuilles absorbantes, chiffons propres, pelle, gants de protection...) ; de la sciure et du sable sont disponibles. <p>Il n'y a pas de dispositif de détections incendie en place sur le site, ni de dispositif d'alarme ou de télé-alarme pouvant avertir le gérant du site hors heures ouvrées en cas d'incendie.</p> <p>Toutefois, l'activité actuelle ICPE du site se résume principalement à du transit, tri ou regroupement de métaux ou de déchets de métaux non dangereux. Les quantités de déchets dangereux autorisées sont de 45,6 t et celles constatées lors de la visite étaient d'environ 2 t. En outre, l'exploitant nous a informé qu'il envisage la cessation des activités du site d'ici le mois de mai 2022. Ce dernier s'est engagé à transmettre très prochainement une notification de cessation des activités, conformément à l'article R512-39-1 et suivants du code de l'environnement. A défaut de détection incendie, les mesures de prévention des incendies, et concernant notamment les stockages des déchets combustibles et des déchets dangereux, doivent être renforcées d'ici à l'arrêt des activités.</p>
<p>Type de suites proposées : susceptible de suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle n°4 : Rétention des eaux d'extinction d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2006 modifié, article 2, §4.5.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, rétentions des eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« -Rétention des eaux d'incendie : la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie est de 1000m³.</p> <p>Cette capacité est atteinte grâce à la topographie du site et à la présence d'un muret périphérique d'une hauteur de 0,30m.</p> <p>Le confinement de ces eaux est assuré par l'obturation des regards de collecte.</p> <p>Pour compléter le dispositif, une vanne d'isolement du réseau de collecte sera installée, sous un délai de deux mois suivant la notification [de l'arrêté du 26/11/2013], en aval du dispositif déshuileur.</p> <p>Cette vanne sera parfaitement identifiée et manœuvrable à tout moment, y compris par les services de secours en dehors des heures ouvrables ».</p>
<p>Constats : Le site est entièrement enrobé ou bétonné. La forme des surfaces en « pointe de diamant » permet la rétention des eaux d'incendie. Le muret périphérique existe. La vanne d'isolement est installée, elle nous a été montrée. Cet équipement est signalé de manière à être identifiable par le personnel d'exploitation et par les services de secours en cas de sinistre.</p>

<p>L'exploitant a également présenté le mode opératoire pour actionner la vanne d'isolement en cas d'incendie.</p> <p>Des obturateurs de plaques d'égouts, des boudins et des bartardeaux métalliques pour le portail d'entrée, sont disponibles dans l'atelier qui abrite les camions du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>